

Note de réponse du SER à la consultation publique de la CRE du 24 mai 2016 relative à la structure des TURPE 5

1 Note introductive

Le SER aborde avec intérêt certains sujets développés dans cette consultation, comme par exemple l'évocation d'une disposition transitoire permettant l'injection d'énergie non comptabilisée sans second un second compteur, dans l'attente du déploiement de solutions de comptage évolué. L'évocation de dispositions spécifiques pour les bornes de recharge de véhicules électriques, ou encore de l'élargissement du périmètre des prestations de décompte, montre aussi la mesure que prend la CRE des spécificités qui apparaissent avec les mutations des modes de fonctionnement du réseau.

Cependant un certain nombre de sujets ne sont pas abordés à travers les questions ou les présentations de la CRE dans le document présentement mis en consultation. La vocation du document n'est certes pas une analyse exhaustive de tous les usages envisageables et de leurs impacts potentiels, et c'est donc pour cela qu'un paragraphe est dédié, après les réponses formelles à certaines des questions posées, aux sujets que le SER juge bon d'aborder, mais qui n'ont pas été explicitement cités.

2 Réponses aux questions

2.1 Question 1

Dans la mesure où le calendrier de mise en œuvre des TURPE 5 ne permettra peut-être pas de traiter avec assez de profondeur tous les sujets qui peuvent se présenter et qui découlent à la fois des mutations du système électrique lui-même, mais aussi des mutations de son mode de gestion et d'utilisation, nous sommes favorables à ce qu'une telle clause soit mise en œuvre. Par ailleurs certaines évolutions réglementaires peuvent survenir, et créer un besoin de modification de la structure ou des tarifs du TURPE, qui incite d'autant plus à conserver le principe d'une clause de rendez-vous.

2.2 Question 11

Les remarques qui peuvent être formulées sur ce niveau de tension sont relatives à l'énergie réactive et seront traitées de manière commune avec d'autres niveaux de tension dans le paragraphe 3.1.

2.3 Question 24

Les remarques qui peuvent être formulées sur ce niveau de tension sont relatives à l'énergie réactive et seront traitées de manière commune avec d'autres niveaux de tension dans le paragraphe 3.1.

2.4 Question 25

La question porte sur la forme des grilles, pour autant, ce paragraphe est l'occasion de demander à ce que ce qui est déjà proposé pour les puissances inférieures à 36 kVA, à savoir la contractualisation de la puissance souscrite au pas de 1 kVA, soit disponible pour la tranche BT>36 kVA. Une telle possibilité est cohérente avec les moyens de comptage actuels ou en déploiement, et elle est bénéfique pour le réseau, comme la CRE le souligne elle-même, puisque les consommateurs qui

reçoivent des signaux tarifaires peuvent s'y ajuster plus finement. Le signal de l'abonnement est un signal tarifaire cohérent avec la structuration des coûts de réseau aussi, et à ce titre le consommateur doit pouvoir y répondre. La capacité de souscrire une puissance au plus proche de ses besoins responsabilise le consommateur, et sa démarche est efficace pour la gestion du réseau.

2.5 Question 28

En relation avec la réponse faite à la question n°25 une telle possibilité est à maintenir.

2.6 Question 34

Une telle proposition est de nature à traduire plus correctement l'incidence réelle que peut avoir la gestion d'un utilisateur du réseau mixte, consommateur et auto producteur. Pour cette raison le SER y est favorable.

Par ailleurs, le développement d'une autoproduction diffuse de petite puissance, est un élément essentiel de la transition énergétique, et est aussi une mesure de localisation de la production au plus proche de la consommation. Une telle localisation est de nature à relâcher certains investissements réseaux. Dans ce cadre, deux approches peuvent-être envisagées pour faciliter encore ce développement de la petite autoproduction.

Dans une première approche, la composante de gestion du CRAE pourrait être simplement réduite à celle appliquée aux consommateurs lorsque la puissance installée respecte certains seuils (en-dessous d'une puissance limite, respectant un rapport limite entre puissance installée et puissance souscrite par exemple).

Dans une seconde approche c'est la nécessité même de souscrire un contrat d'accès au réseau en injection qui devrait être remise en cause lorsque la puissance installée respecte certaine limite comme évoqué dans le cas précédent. L'énergie injectée devrait alors elle-aussi respecter un seuil en volume, dont il serait facile de vérifier le respect étant donné le déploiement très prochain des solutions de comptage Linky sur la BT<36 kVA. Le constat du dépassement d'un seuil d'injection d'énergie annuel, pourrait donner lieu à une pénalité, assortie de l'obligation de souscrire un contrat d'accès au réseau en injection, et donc de s'acquitter de la composante de gestion spécifique aux auto-producteurs que propose de mettre en œuvre la CRE.

2.7 Question 38

Oui si l'énergie prise en compte est bien celle transitant physiquement sur le réseau. Dans le cas des sites en décompte, la reconstitution des flux est donc à mettre en place en considérant la part consommée et la part produite, pour ne facturer que les pertes réelles liées au transit d'énergie.

3 Positions particulières et suggestions

3.1 Tarification du réactif pour les sites mixtes

Le modèle traditionnel de gestion des utilisateurs du réseau consiste à suivre le paradigme selon lequel un réseau connecte entre eux des producteurs et des consommateurs. Cependant, les évolutions technologiques, mais aussi les orientations politiques prises dans le cadre d'une volonté de transformer le système énergétique, amène une part grandissante d'utilisateurs connectés aux réseaux, dont les usages rendent les distinctions usuelles entre consommateurs et producteurs obsolètes.

Le mode de tarification des réseaux, assis sur cette vision traditionnelle décrite plus avant, génère des incohérences devant cette nouvelle catégorie d'utilisateurs des réseaux.

Devant ce constat le SER suggère que leur statut soit étudié, et qu'à la fois la spécificité et la diversité de ces utilisateurs puissent se refléter dans la structuration des TURPE 5.

La principale incohérence perçue par les utilisateurs mixtes repose sur les distorsions qui apparaissent lorsque l'on aborde la tarification de l'énergie réactive. Deux voies principales sont toutefois identifiées par le SER pour pallier une part de ces incohérences. Ces deux voies reposent sur l'identification deux typologies de sites mixtes.

Les sites mixtes impliquant des puissances plutôt élevées (>36 kVA ?), tant en consommation qu'en production, permettent de manière assez simple de mettre en œuvre un comptage en décompte, soit de la production soit de la consommation selon l'architecture contractuelle. Dans ce cadre, une unique, ou au contraire plusieurs identités juridiques, peuvent représenter les éléments de production et les éléments de consommation du site mixte.

Pour expliciter plus facilement ce cas, prenons l'exemple d'un site de consommation sur lequel est raccordée en décompte une installation de cogénération. Conformément à l'objectif d'efficacité énergétique et de localisation de la production au plus près de la consommation que revêt une installation de cogénération, l'énergie est produite pour un usage localisé sur le site mixte. Lorsque l'on imagine que le consommateur est privé du système de cogénération, il peut alors soutirer de l'énergie réactive au réseau dans une certaine proportion de l'énergie active qu'il soutire (et selon les niveaux de tension en fonction aussi de la période de l'année –HTB2 et 3). Lorsqu'ensuite ce site de consommation bénéficie de la réalisation d'un projet de cogénération, dont le modèle d'affaire repose bien sur le fait que l'énergie active est produite localement et ne transite pas par le réseau, le site de consommation n'en reste pas moins consommateur d'énergie réactive, et ce toujours dans les mêmes proportions qu'avant. Pour autant, lorsque le comptage de l'énergie réactive est réalisé uniquement au niveau du point de raccordement, la tangente φ de ce consommateur s'en trouve accentuée et celui-ci est pénalisé. De même, lorsque les consignes de régulation du réactif de l'installation de production inscrite dans les documents contractuels qui lient l'installation de cogénération au gestionnaire de réseau, ne tiennent pas compte de la présence d'un consommateur de réactif sur le même site, peut-être amené à absorber du réactif en cas de tension haute et à exagérer encore la pénalité applicable au consommateur de tête. Les modalités de tarification du réactif des sites en décompte doivent être adaptées. Une prestation en décompte des énergies actives et réactives pour chacun des usages du site mixte, associée à une coordination des consignes de réglages, doit permettre de considérer le site de consommation comme tel, et d'être facturé sur sa propre tangente φ .

Les sites mixtes relatifs à l'autoproduction de petite puissance, comme par exemple le cas de l'autoconsommation résidentielle, ne permettent pas l'instrumentation séparée des sites de production et de consommation. Dans ce cadre il convient d'éviter le cas où un auto-producteur résidentiel se voit appliquer des pénalités liées à la consommation de réactif en phase d'injection. En effet, avant l'installation du moyen de production, rien n'empêchait cet utilisateur de faire tourner une machine à laver à 14h. Une fois équipé d'un panneau solaire cela peut devenir impossible sans risquer d'être pénalisé à travers la composante d'énergie réactive.

Par ailleurs, dans les deux exemples cités, l'absorption de réactif est pénalisée alors que le soutirage d'actif est plus faible, voire inexistant si l'on se trouve en situation d'injection. Les problématiques de tension haute sont aggravées lorsque l'on pousse à compenser la consommation de réactif du site mixte en situation de tension relativement élevée, puisqu'en situation d'injection, ou de soutirage très faible d'énergie active par exemple.

Le SER approuve la remarque de la CRE qui indique que les possibilités de décompte devraient être assouplies, et est conscient des effets potentiels de distorsion que pourrait induire une décision de libéralisation trop prononcée sur ce sujet. Pour autant le SER souhaiterait que ces questions soient instruites en considérant l'apport bénéfique au système dans son ensemble, d'un modèle qui favorise l'émergence des sites mixtes.

3.2 Consommations spécifiques : auxiliaires de production

Les producteurs utilisent des moyens de production qui ne peuvent fonctionner sans que le processus de production lui-même ne consomme de l'énergie. Ce processus de consommation inhérent à la production est celui de la consommation des auxiliaires.

La consommation des auxiliaires doit pouvoir être considérée comme une consommation spécifique, et non pas comme un consommateur classique. En effet, la consommation des auxiliaires s'effectue principalement à travers les ouvrages de raccordement de la production, eux-mêmes financés par les producteurs. L'impact sur le développement de réseau de la souscription de puissance liée à la consommation des auxiliaires ne peut donc être raisonnablement comparé à celui d'un consommateur classique. Par ailleurs les périodes de consommation des auxiliaires sont réduites au cours de l'année puisqu'elles correspondent aux périodes de maintenance ou de production nulle. Très souvent ces périodes ne correspondent justement pas aux heures critiques pour le réseau puisque les moyens de production ne sont généralement pas arrêtés pendant ces heures où la production est mieux valorisée.

Dans ce cadre, il apparaît cohérent de décrire une tarification spécifique à cet usage particulier du réseau.

3.3 Stockage

Le SER soucieux de voir préparé l'avenir du réseau, dont les contours changent parfois rapidement, souligne que la question de la place des opérateurs de stockage n'est pas abordée dans la consultation proposée par la CRE, si ce n'est de manière indirecte à travers le sujet de la mobilité électrique.

Cependant, le développement des énergies fatales va nécessairement ouvrir une place pour les opérateurs de stockage. Ces opérateurs ne peuvent pas être considérés alternativement comme des consommateurs et des producteurs, d'autant plus si les moyens de stockage se localisent sur des niveaux de tension bas.

Le SER souhaite que cette question puisse être traitée dès à présent dans les travaux de la CRE relatifs à la tarification des réseaux.

3.4 Incitation locale

La méthodologie de calcul mise en œuvre par la CRE affirme clairement le choix de ne pas asseoir de manière tout à fait directe le mode financement des réseaux sur la structure de leurs coûts. En effet, les choix effectués le sont en grande partie dans l'idée de pouvoir construire une tarification qui évite aux coûts structurels d'augmenter à moyen terme, et ne cherche donc pas forcément à traduire les coûts existants, mais ceux qui pourraient exister sans mesures correctrices.

Suivant un raisonnement similaire, le développement d'un modèle de production décentralisé, plus proche de la consommation, est une opportunité d'éviter certains coûts d'investissement du réseau, si un signal permet de synchroniser production locale et consommation locale. Si tous les nouveaux moyens de production ne s'insèrent pas au cœur des poches de consommation, il convient d'observer qu'un modèle qui rapproche production et consommation dans l'espace et dans le temps,

est un modèle cohérent avec les projections que l'on peut faire des effets de la transition énergétique sur les réseaux, du moins dans une certaine mesure.

A ce titre, il apparaîtrait cohérent d'étudier l'effet d'un signal tarifaire mobile et local qui puisse, en réduisant le poids du financement de réseau, favoriser un signal de consommation local lorsque la production est disponible.

Pour les mêmes raisons le SER soutient l'initiative récemment soulevée par la future ordonnance portant sur l'autoconsommation qui fait apparaître l'intérêt de donner des signaux tarifaires à travers le TURPE pour synchroniser production et consommation localement.

Le SER souhaite que ces questions puissent être soulevées aussi dans le cadre de l'établissement de la structure des TURPE 5.